vus en application du décret du 17 octobre 1945 et les textes subséquents;

c) Les services du génie rural prévus en application du décret du 9 février 1948.

ART. 3. — Les services de l'agriculture comprennent un service central et des services dans les territoires. Dans le cadre de la direction de l'agriculture, de l'élevage et des forêts; le service central au ministère de la France d'outre-mer est dirigé par un inspecteur général de l'agriculture outre-mer.

Ce service est chargé :

1^o D'assurer sur le plan technique l'instruction de toutes les questions concernant la production agricole dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, et de contribuer, en liaison avec la direction des affaires économiques et du plan, à l'élaboration d'une politique agricole;

2^o D'orienter et de coordonner, au nom du ministre et sous son autorité, les activités des services des territoires, dans le cadre de la politique agricole et de la mise en œuvre du plan.

Il donne des directives techniques générales à ces services outre-mer, suit et contrôle leur fonctionnement et effectue des missions d'inspection dans ces territoires.

Il contrôle l'exécution des programmes;

3^o D'orienter les travaux des établissements de recherches agronomiques relevant des services agricoles. Il donne des directives techniques générales aux établissements de recherches situés dans la métropole et outre-mer et contrôle leur fonctionnement;

4^o D'orienter et de contrôler l'enseignement agronomique spécialisé tropical dans la métropole et l'enseignement donné dans les établissements d'outre-mer chargés de l'enseignement technique agricole.

ART. 4. — Un inspecteur général de l'agriculture désigné par arrêté du ministre, après avis du haut commissaire, remplit en Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, Madagascar et au Cameroun les fonctions de conseiller technique du haut commissaire et d'inspecteur des services locaux ou provinciaux dont il oriente, contrôle et coordonne les activités. Au Cameroun, l'inspecteur général de l'agriculture remplit également les fonctions de chef de service.

Les inspecteurs généraux dirigent les établissements de recherches agronomiques et d'enseignement supérieur agricole.

Un ingénieur principal ou, à défaut, un ingénieur désigné par le ministre de la France d'outre-mer, après avis du gouverneur, remplit au Togo et en Nouvelle-Calédonie les fonctions de chef de service.

Un ingénieur principal ou, à défaut, un ingénieur désigné par le ministre, après avis du chef de territoire, remplit dans les établissements d'Océanie et dans l'Archipel des Comores les fonctions de chef de service.

Dans chacun des territoires groupés relevant d'un haut commissaire, les fonctions de chef de service sont remplies par un ingénieur en chef ou, à défaut, un ingénieur principal nommé par le haut commissaire.

ART. 5. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 26 décembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
François MITTERRAND.

Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,
Lucien COFFIN.

Service de l'élevage et des industries animales

ARRETE No 9-51/Cab du 6 janvier 1951.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. L.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret no 50-1626 du 26 décembre 1950 fixant les attributions du service de l'élevage et des industries animales d'Outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 janvier 1951.

Y. DICO.

DECRET No 50-1626 du 26 décembre 1950.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

Vu le décret du 20 juillet 1944 créant une direction de l'agriculture, de l'élevage et des forêts;

Vu le décret du 6 avril 1946 portant organisation du service de l'élevage et des industries animales des colonies;

Vu le décret du 31 octobre 1950 portant organisation de l'institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux;

Vu le décret du 24 juillet 1950 fixant les attributions du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le service de l'élevage et des industries animales des territoires d'outre-mer a pour attribution la protection sanitaire des animaux, le développement et le perfectionnement de l'élevage, ainsi que l'amélioration de l'exploitation des produits ani-